

La face cachée des enlèvements terroristes dans le Sahel

En l'espace de quatre semaines, entre le 25 novembre et le 19 décembre derniers, Al-Qaïda au Maghreb a kidnappé un ressortissant français au Mali et trois Espagnols en Mauritanie, dont elle revendiqué le rapt, et il lui est attribué la disparition d'un couple italien dont l'épouse est d'origine burkinabée.

Cette série d'enlèvements reste motivée, pour beaucoup d'observateurs, par l'objectif de l'organisation terroriste de monnayer leur libération contre une forte rançon, comme dans les cas précédents du même type ces dernières années, dans le cas où elle ne parviendrait pas à les échanger contre certains de ses partisans croupissant dans des prisons. Cela n'est pas faux. Mais ce n'est pas l'unique raison. Il s'agit, en fait, de tout un programme, qui est loin de s'inscrire dans le strict déploiement de l'organisation terroriste, tel qu'elle a évolué depuis qu'elle a relayé l'ex-GSPC en janvier 2007, tout en se donnant une ambition régionale à l'échelle maghrébine et qu'elle a étendue au Sahel.

La manière dont elle a tenté de mener, ces dernières années, l'escalade qui lui est connue en Algérie, l'a menée directement à une situation hautement ruineuse, avec des pertes considérables en troupes, dirigeants et réseaux de soutien, et, par voie de conséquence, en recrutements. Les ravages subis ont fini par devenir un hallali qui sonne pour elle depuis l'été dernier dans le pays et prend chaque jour, un peu plus, l'allure d'un glas qui en annonce la fin sans lui laisser la moindre possibilité de survie. Le seul moyen pour elle de se relever est de cesser de s'autodétruire en persistant à frapper en Algérie. Incapable de faire aboutir son projet par la voie des armes en Algérie, elle devient le sous-traitant d'Al-Qaïda mère dans sa guère contre l'«Occident» en s'attaquant à ses intérêts dans des pays militairement fragiles. En s'aventurant, depuis la fin du mois de novembre dernier, dans des attaques dans le Sahel, particulièrement au Mali et en Mauritanie, à travers des enlèvements de ressortissants européens, l'organisation terroriste, physiquement très amoindrie, veut se redonner une santé politique pour continuer à donner l'impression qu'elle dispose toujours d'une vitalité «militaire». Déjà, les habitants de Barcelone dont sont originaires les ressortissants espagnols enlevés en Mauritanie ont commencé par se rassembler en soutien de leurs compatriotes et promettent de le refaire chaque mercredi jusqu'à leur libération. L'action est en elle-même noble et généreuse. Mais en même temps, c'est ce que voulait l'organisation terroriste : faire parler d'elle. Il n'est pas exclu qu'elle tentera une amplification de son image en misant sur le fait que l'Espagne est appelée à prendre la présidence de l'Union européenne dans quelques jours, à partir du 1^{er} janvier. Elle sait que, de ce fait, ce pays sera nécessairement concerné directement à la fois par le sort de ses propres ressortissants kidnappés et de ceux des deux autres pays européens, la France et l'Italie, s'il s'avère, pour ce dernier, que les siens sont effectivement entre les mains de l'organisation terroriste. Et sur ce terrain, ce n'est plus d'un plan de l'ex-GSPC qu'il s'agit, mais bien de l'agenda d'Al-Qaïda mère Certains journaux de la presse espagnole ont avancé que le sort des otages enlevés est entre les mains d'«Abou Hannas, le juge du désert d'Al-Qaïda au Maghreb». Mais en fait, c'est du sort de l'Espagne qu'il s'agit, vis-à-vis d'Al-Qaïda, et, partant, de celui d'autres pays occidentaux. Quand bien même les enlèvements connaîtraient un dénouement heureux, cela n'entraînera pas la fin de cette pratique terroriste, qui risque d'être rééditée à n'importe quel moment. Ce «Abou Hannas» est, en fait, Abderrahmane Abou Anas Ech-Chanqiti, qui a été désigné comme membre du staff dirigeant de la «zone saharienne» et qui, à ce titre, s'est fait médiatiser par son enregistrement audio, le 1^{er} juin dernier, où il a appelé ses compatriotes mauritaniens à basculer dans le terrorisme. Ce nouveau chef terroriste est directement lié à celui qui est devenu l'idéologue et le théoricien le plus en vue d'Al-Qaïda mère et, qui plus est, a une attention particulière en direction de la Mauritanie où il a fait ses études religieuses, Abou Yahia Al-Liby. Si, comme il se dit, c'est «Abou Hannas» qui dirigera pour Al-Qaïda au Maghreb les «négociations» pour la libération des otages, il ne serait en fait que le porte-voix d'Al-Liby. Ce qui signifie qu'Al-Qaïda au Maghreb n'a été que l'exécutant de ces enlèvements, dont le Sahel n'en a été que le théâtre. Le commanditaire tout comme les enjeux sont ailleurs.

Mohamed Issami

SESSION DE QUESTIONS ORALES AU SÉNAT Facile exercice pour les ministres !

Sans surprise, la session des questions orales au Sénat a été une occasion pour les ministres interpellés de répondre brièvement aux questions posées par les sénateurs et de s'établir longuement sur le bilan de leurs secteurs respectifs.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les ministres se sont succédé jeudi pour répondre aux interpellations des membres du Conseil de la nation. Les secteurs de l'énergie, du travail, de l'agriculture et de la culture étaient au menu.

Facilités financières pour les kits GPL

Le ministre de l'Energie et des Mines, interrogé sur les mesures prises en matière d'économie d'énergie, a répondu que la stratégie de son département visait à encourager les citoyens à utiliser le gaz comme carburant pour les véhicules en remplacement du gasoil. Des facilités financières pour l'aménagement des véhicules des particuliers en GPL sont prévues. Chakib Khellil a annoncé que son département avait mis en place un programme qui ambition-

ne de rationaliser la consommation de l'énergie électrique et à promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage. Ledit programme repose sur la distribution de 5 millions de lampes à basse consommation au profit des ménages et l'installation de 9 000 chauffe-eau solaires dans le cadre du plan quinquennal de développement 2010-2014.

Le code du travail finalisé en 2010

De son côté, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a assuré que la finalisation du code du travail était prévue pour l'année prochaine après le parachèvement des concertations avec les partenaires. Tayeb Louh, répondant à une question relative à la carte Chifa en marge de la session de questions

orales, a indiqué que la généralisation de la carte Chifa à d'autres wilayas figure parmi les principaux axes de l'année 2010, avant la finalisation de cette opération à travers le territoire national début 2012.

Le métier d'avocat inaccessible pour les titulaires de licences LMD

Répondant au nom du Premier ministre, Mahmoud Khedri, le ministre des Relations avec le parlement, interpellé au sujet de l'intégration des licenciés dans le cadre du système licence-master-doctorat (LMD) à la profession d'avocat, a répondu que les dispositions de la loi de 1991 portant organisation de la profession d'avocat stipulent qu'il faut être titulaire d'une licence en sciences juridiques ou en sciences islamiques pour pouvoir exercer le métier d'avocat.

Il a ajouté que 322 cabinets d'avocats étaient financés par

l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et que 278 dossiers étaient en cours d'examen.

Déficit en matière de stockage des céréales

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, en réponse à une question orale sur la prise en charge de la production céréalière, a révélé que la récolte céréalière avait atteint, la saison dernière, 21 millions de quintaux et dévoilé le déficit en matière de stockage de l'Office algérien interprofessionnel des céréales.

Une situation qui a poussé son département à renforcer les capacités de stockage existantes en convertissant 6 silos d'une capacité de 450 000 tonnes actuellement en phase d'aménagement par l'office et la réalisation de 30 silos métalliques d'une capacité de 470 000 tonnes répartis sur 25 wilayas.

N. I.

ALI FAWZI REBAÏNE À AIN-DEFLA : «À quoi sert le Sénat ?»

Jeudi matin, à Aïn-Defla, Ali Fawzi Rebaïne, secrétaire général de AHD 54, a animé une conférence de presse à laquelle les correspondants locaux de la presse écrite, parlée et télévisée ont été conviés. Au départ, il s'agissait d'abord d'une rencontre avec sa base «militante». Cependant, aux lieu et place de cette rencontre, la salle de conférence étant quasiment vide en dehors d'une quinzaine de jeunes, Rebaïne a préféré s'adresser aux médias.

Avant de répondre aux questions des journalistes présents, le secrétaire général de AHD 54 a commencé par un véritable réquisitoire contre le système de gouvernance en place, après avoir indiqué qu'il effectuait un périple à travers le pays pour préparer le congrès de son parti, qui se tiendrait en janvier 2010. Il a conduit son réquisitoire en commençant par dénoncer la vie chère à laquelle les citoyens se trouvent confrontés : «Le citoyen a peur d'aller faire son marché parce qu'il ne le peut plus... il n'a pas de quoi remplir son couffin...», dira-t-il, ajoutant : «Et ce, alors que le pays détient des réserves estimées à plus de 150 milliards de dollars. C'est inconcevable, inadmissible et illogique.» Rebaïne attribue cela à une situation de désorganisation, d'anarchie du marché, et de s'interroger : «Pourquoi les responsables en haut lieu laissent-ils faire ? Pour lui, «cette situation est voulue... ils ont juré de faire de nous uniquement des intestins». De ce fait, il dénonce les promesses vaines de «commissions constituées pour bien gérer le marché... mais il n'en est rien... !» Tout comme il affirme que le soutien à l'agriculture n'a pas servi les vrais fellahs. Abordant les questions du logement et de l'emploi, Rebaïne se demande : «Où est le million de logements promis, où est le million d'emplois promis... qu'on nous les montre !» Il affirme que les chiffres avancés sont loin de refléter la réalité et indique que «les 11% de chômage prônés ne représentent que 11% des demandeurs d'emploi, ceux qui sont sans travail et n'ont pas fait de demandes ne sont pas du tout pris en compte.» Evoquant le problème des salaires, Rebaïne propose de les indexer sur la réalité économique du pays basée sur des données scientifiques et fiables. «Les chiffres donnés n'ont plus de crédit chez le citoyen et même les sources d'où émanent ces chiffres restent inconnues. Continuant son réquisitoire, le secrétaire général

de AHD 54 parle de trésorerie : «On établit, des lois de finances sur la base de 19, 20 ou 21 dollars US... mais où va le reste de l'argent public... qui le détient ?» se demande-t-il. Pour Rebaïne, «la tripartite, c'est une réunion entre eux». Le secteur de la Santé n'échappe pas non plus aux critiques de AHD 54. «Des Algériens meurent de la grippe porcine tous les jours et on continue à nous faire patienter, à tergiverser... qu'attendent-ils ? Qu'il y ait des milliers de morts», interpelle-t-il les responsables du secteur, ajoutant : «Maintenant, c'est une question de vie ou de mort.» Se faisant plus incisif, Rebaïne parle même de recolonisation, en affirmant que

«les pieds-noirs sont en train de recouvrer leurs biens par le biais, encore mieux, de la justice... et pourtant ils se targuent d'être des moudjahidine fidèles à l'esprit de Novembre...!» Pour Rebaïne, «ils savent tout faire, surtout s'accaparer les richesses du pays». Parlant de la question de l'heure, les sénatoriales de ce 29 décembre, Rebaïne reconnaît qu'il existe actuellement «un marché aux voix» et «tout le monde veut acheter sa place au Sénat». A ce sujet l'orateur dira : «Ce marché nous le connaissons. Il ouvre ses portes à chaque échéance électorale... Mais le Sénat, pourquoi faire ? puisque son rôle, avec le 1/3 des membres nommés par le président est de bloquer toute velléité de démocratie ?» Le secteur des Travaux publics, lui non plus, n'a pas échappé aux critiques de Rebaïne. «Le projet initial de l'autoroute était estimé à 5,5 milliards de dollars US, il en est maintenant à 11.» Mais, parallèlement, déclara-

re-t-il, «avec des pots-de-vin allant jusqu'à 500 millions de dollars US.» Le plus étonnant, trouve-t-il, est qu'«aucune sanction, aucune démission... rien... ils ne respectent ni le peuple, ni la nation, ni ses institutions». Interrogé sur l'affaire Khalifa, Rebaïne dira seulement : «C'est un homme qui s'est révélé plus fort que l'Etat. On dit que c'est une affaire de règlement de comptes... mais le peuple en a plus que marre de ces affaires de règlements de comptes.» Et de conclure sa conférence par : «En fait, nous sommes toujours sous la férule du parti unique, puisque sa pratique politique continue.»

La solution pour permettre à l'Algérie de ne pas périliculer est simple pourtant : «La levée de l'état d'urgence que nous subissons depuis 1992 et l'établissement d'un véritable Etat de droit où tout un chacun, quel que soit son rang, doit rendre compte à une justice réellement indépendante.»

Karim O.

TIZI-OUZOU

Une femme condamnée à 4 ans de prison pour soutien à groupe terroriste

Une peine de quatre années de prison ferme, entre autres décisions, a été prononcée par le juge du tribunal criminel de Tizi-Ouzou, en fin de semaine dernière, contre des membres d'un groupe accusé de soutenir l'activité de groupes terroristes dans la région de Tadmaït.

En fait, il s'agit principalement d'une femme et d'un de ses principaux complices accusés de connivence avec un groupe terroriste. La dame, G. Ouardia, a été appréhendée à Tadmaït par les éléments de la police judiciaire de Tizi-Ouzou au tout début de l'année en cours.

Selon l'accusation, elle était en contact permanent avec le terroriste M. Akli, et, après son interpellation, ses aveux ont permis aux policiers d'arrêter neuf autres personnes, dont M.Y., qui avaient mis sur pied une organisation destinée à servir de réseau d'information et de soutien aux groupes terroristes dans cette partie de la wilaya de Tizi-Ouzou particulièrement visée par les groupes terroristes qui trouvent refuge à Sidi-Ali-Bounab.

La relation entre les membres de ce réseau, dont G. Ouardia et son acolyte M.Y., a été clairement établie par l'accusation qui lors de son réquisitoire avait requis une peine entre cinq et dix ans de prison ferme. La principale accusée, celle par qui la police est parvenue à démêler l'écheveau, s'est défendue en disant que les services de sécurité ne se sont «intéressés» à son cas que parce que un de ses

proches a rejoint les groupes terroristes. En fin de compte, le président de la séance a prononcé deux peines de quatre années de prison ferme à l'encontre de la dame et de M.Y., alors que six autres membres du groupe ont écopé de peines allant d'une année à dix-huit mois de prison. Les deux derniers prévenus ont été reconnus non coupables.

Un militaire tué à Aghribs

Des fonctionnaires des forêts ont été surpris en milieu de matinée, jeudi dernier, à Yakouren, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, par l'explosion d'une bombe artisanale alors qu'ils étaient de passage sur un chemin de la forêt, selon une source bien informée sur la question sécuritaire en Kabylie. L'explosion n'a, fort heureusement, engendré que des dégâts matériels au véhicule des fonctionnaires qui ont été vite rejoints par des militaires stationnés dans la région. Les recherches entreprises ont abouti à la découverte de deux autres bombes artisanales enfouies aux abords immédiats du lieu de l'explosion. Ces deux engins ont été désamorçés par les démineurs de l'ANP. Selon la même source, pas très loin du lieu de la découverte de ces bombes, hier en milieu d'après-midi, alors qu'elle était en mission du côté du lieudit Taboudoucht, tout près d'Aghribs, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Tizi-Ouzou, une patrouille de l'ANP a été, elle aussi, surprise par l'explosion d'une bombe artisanale qui a fait un mort parmi les militaires qui ont aussitôt reçu des renforts pour déclencher une opération dans la région sur laquelle rien n'a filtré jusqu'à hier en fin d'après-midi.

A. M.